

Le dispositif adultes-relais, un appui aux actions éducatives de prévention spécialisée

Le service Prévention 93 de la Fondation Jeunesse Feu Vert emploie depuis 2001 une adulte-relais, solide appui aux actions menées par les éducateurs de rue en faveur des familles du quartier d'Orgemont, à Épinay-sur-Seine.

Depuis quarante-neuf ans, la Fondation Jeunesse Feu Vert poursuit son but : réduire l'injustice sociale, qu'il s'agisse des enfants et adolescents en échec scolaire, de jeunes marginalisés ou sortant de prison, de jeunes couples sans hébergement. La Fondation dispose de nombreux services dont les équipes de prévention spécialisée qui ont leur fonctionnement spécifique.

Missionnée par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis au titre de l'aide sociale à l'enfance, Jeunesse Feu Vert est en convention bipartite avec les collectivités d'Épinay-sur-Seine, de Villetaneuse, de La Courneuve, de Saint-Ouen et de L'Île-Saint-Denis.

À Épinay-sur-Seine, dans le quartier d'Orgemont, le service Prévention 93 dirigé par Michèle Le Reste occupe le terrain depuis 1995. L'équipe est composée de trois éducateurs (et un chef de service) et d'une médiatrice « adulte-relais », poste occupé par Gandega Djeïneba Sylla, dite Mouna, depuis 2001.

Situé à l'ouest d'Épinay-sur-Seine, le quartier d'Orgemont fut construit entre 1957 et 1962 et compte, en 1999, 4 082 logements, pour une population d'environ 10 710 habitants dont 34,3 % ont moins de 20 ans. Le quartier subit les conséquences de la crise économique et évolue vers un appauvrissement de sa population, avec de forts taux de chômage qui touchent

notamment 32,2 % des jeunes entre 15 et 24 ans¹.

La part de la population étrangère est de 19,6 %². « C'est un quartier avec des taux d'immigration importants, notamment des originaires d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Mali, Mauritanie, Guinée) et maghrébine. Il y a beaucoup de mélanges culturels, les familles sont nombreuses (minimum 9 personnes) et les appartements sont petits. »

Un travail de proximité indispensable

Le travail de prévention spécialisée nécessite une présence fréquente et régulière sur les espaces non institutionnels : la rue, les squares, les cages d'escaliers, les espaces commerciaux, les cafés... lieux où les jeunes ont l'habitude de se retrouver. Dans ces espaces, l'écoute et l'observation permettent d'évaluer les dysfonctionnements, les besoins, d'intégrer les codes et d'accepter les différences. Les buts poursuivis sont de créer des liens, de connaître et d'être connu, d'établir des relations de confiance. La continuité et la stabilité de cette présence sont des conditions *sine qua non* du travail des éducateurs dont l'intervention et l'accompagnement contrecarrent les processus de marginalisation des jeunes en rupture.

Les publics ciblés par l'association sont les jeunes de 12 à 25 ans, avec une priorité pour les 12-18 ans du fait d'« *un rajeunissement des difficultés*. Ce ne sont pas uniquement des problèmes de délinquance, les difficultés sont aussi liées à l'insertion scolaire, sociale, à des

¹ INSEE, 1999.

² INSEE, 1999.

problèmes de comportements et d'exclusion des structures ». Jeunesse Feu Vert travaille pour l'évolution de ces comportements, afin que les jeunes bénéficient de leurs droits, comme l'accès à l'école, la santé, la formation, l'insertion, l'emploi, la justice et le logement.

Le travail de l'éducateur consiste en un soutien psycho-affectif, dans l'aide au projet, dans l'ouverture aux autres, dans la constitution d'expériences de groupe et donc de socialisation (par exemple avec les loisirs et les chantiers éducatifs). L'éducateur intervient également dans le renforcement de la fonction parentale, sans s'y substituer. Il exerce avant tout une fonction de relais entre le jeune et sa famille, entre celle-ci et la société civile, dans la vie du quartier, dans les rapports avec les institutions et l'administration.

Pour accompagner ses missions, Jeunesse Feu Vert propose différentes activités aux jeunes, en fonction de leur âge, ainsi qu'aux parents.

Jusqu'à 16 ans, des temps de loisirs sont organisés autour d'activités sportives, culturelles, artistiques mises en place par la ville et par l'association. Pour les 16-25 ans, il existe aussi des activités « hors loisirs » : « *des propositions de chantiers éducatifs peuvent être programmées. Ce sont des chantiers dans le bâtiment, le jardinage, l'humanitaire, le nettoyage, avec " compensation ". Les jeunes ne sont pas rémunérés, mais ils sont aidés par la suite pour financer leur permis de conduire, leur diplôme du BAFA, leur inscription dans une activité culturelle de la ville par exemple. Ces chantiers leur permettent de mettre le pied à l'étrier* ».

Toutes catégories d'âges confondues, ce sont environ 150 jeunes par an qui bénéficient de ces services sur Épinay-sur-Seine.

Les éducateurs interviennent également auprès des familles dans l'objectif de réaffirmer le rôle des parents par rapport aux enfants, car ces parents sont souvent disqualifiés. « *Les parents sont souvent*

déboussolés, d'où la nécessité de mener également des actions avec eux. »

Aujourd'hui, des groupes de parents s'organisent, beaucoup de mères s'investissent, discutent sur des thèmes décidés ensemble lors de rencontres où des consultants externes et des adultes-relais interviennent.

Cependant, du fait de la diversité culturelle du quartier, les éducateurs sont souvent démunis face à des différences de coutumes et de traditions, des méconnaissances et des barrières linguistiques d'où surgissent des problèmes de compréhension de l'autre, de peurs et de rejets. C'est en partant de ce constat qui freinait les actions et leur efficacité que « *Jeunesse Feu Vert a mis en place un poste d'adulte-relais " médiatrice " dans l'intention d'avoir de meilleures connaissances du milieu pour des interventions éducatives de plus grande qualité* ».

Circulaire du 3 mai 2002 sur le dispositif adulte-relais³

Bénéficiaires : les collectivités territoriales, les établissements publics locaux d'enseignement, de la santé, les associations, les offices publics et organismes HLM, les OPAC, les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public.

Conditions requises : la personne doit résider dans une ZUS ou dans un quartier inscrit dans la politique de la ville, être âgée d'au moins 30 ans et être sans emploi.

Signature : la convention est signée pour une durée de 36 mois, renouvelable. Le montant annuel de l'aide par poste à temps plein est fixé entre 15 551,32 euros et 19 439,15 euros.

Le dossier est à retirer à la DDTEFP.

Mouna, adulte-relais « médiatrice »

Alors qu'elle était au départ bénévole puis vacataire au sein de l'association, la mise en place du dispositif adulte-relais a permis à Mouna d'être embauchée en tant que médiatrice au sein de l'équipe Prévention 93 de Jeunesse Feu Vert en 2001. « *Personne issue de la même aire*

³ Voir sur le site www.personnel-territorial.

géographique et du même milieu que les populations du quartier, ce sont les raisons qui au départ faisaient sa légitimité ; mais, au bout de quelque temps, c'est son professionnalisme, son travail qui ont fait en sorte qu'elle occupe son poste depuis aujourd'hui presque six ans. » Vivant en France depuis vingt-quatre ans, Mouna vient de la ville de Kayidi, en Mauritanie, et parle sept langues : l'arabe littéraire, le peul, le bambara, le wolof, le peul guinéen, le français et le soninké.

Un important travail de médiation est réalisé entre les familles dont les enfants sont suivis par l'association et les structures de droit commun (CAF, service logement, service santé, assistantes sociales, justice, service petite enfance). Au fil des rencontres et des échanges, la compréhension du fonctionnement et de l'utilisation de ces services devient meilleure, « *il s'agit d'une action double " interne-externe ", à la fois au sein des familles, mais également en direction des structures »*.

Mouna a organisé des chantiers, notamment en Mauritanie, regroupant soit des filles, soit des garçons. Pendant trois semaines, les jeunes sont allés dans les villages pour rénover des écoles, des dispensaires, planter des arbres... Elle participe également à un groupe de dialogue en partenariat avec l'association Juristes berbères (AJBF⁴) où se discutent des questions de justice, d'éducation, de demande de papiers et d'acquisition de la nationalité française. D'autres sujets concernent les problèmes liés aux difficultés de logement, de chômage et de pauvreté.

De même, des « sorties cinéma » entre femmes sont organisées pour permettre de créer un espace et un temps de dialogue. Récemment, des pères de famille sensibilisés à l'éducation de leurs

enfants ont créé une association : Le Conseil des pères.

Du fait de sa position de médiatrice et de ses connaissances, Mouna travaille en étroite relation avec les éducateurs, quotidiennement confrontés à des incompréhensions des familles qui les assimilent à l'État ou à la Police et qui pensent que leurs enfants seront placés ou dénoncés. Détendre ces situations permet aux éducateurs de proposer des activités d'accompagnement scolaire, d'apprentissage, de suivi de chantiers ou d'autres activités de loisirs. Parfois, les éducateurs sont confrontés à des situations plus graves ou plus complexes, comme des conflits familiaux, des problèmes de racisme ou des problèmes liés aux mariages forcés, situations dans lesquelles le travail de médiation est également très important. « *Il ne s'agit pas seulement d'interprétariat ou de traduction, précise Michèle Le Reste, le but est surtout d'arriver à démontrer aux familles le bien-fondé des décisions prises par l'éducateur, ce qui demande beaucoup de connaissances de la part de l'adulte-relais.* »

Par son parcours personnel et ses compétences, la médiatrice peut avoir des points de vue différents de ceux des professionnels et offre d'autres réponses par rapport aux familles. Par ailleurs, elle n'est jamais laissée seule face aux situations qui sont toujours travaillées en réunions d'équipe, où les décisions sont prises collectivement, « *pour se comprendre, pour que les chemins se croisent, pour que l'information circule et que les décisions soient cohérentes et connues de tous* ».

Une « complémentarité dans l'équipe »

Jeunesse Feu Vert considère le poste de médiatrice comme un vrai « plus », dans le sens où il complète les connaissances et les compétences de l'équipe. « *C'est un " plus ", car sa façon de réfléchir sur les situations des familles amène les éducateurs à réviser leurs a-priori. Avoir une personne qui fait réfléchir sur les*

⁴ Consulter également la fiche d'expérience de Profession Banlieue: «L'Association des juristes berbères de France (AJBF): entre éducation, prévention et accès aux droits». Voir www.professionbanlieue.org.

pratiques des éducateurs permet de ne pas se tromper et d'apporter de meilleures réponses sur les façons de faire. Par exemple sur l'excision, les mariages forcés ou encore les difficultés liées à l'écrit, les objections de la médiatrice concernant des enfants ou des parents dans ces situations ont permis aux éducateurs de mesurer la façon de répondre aussi bien pour les familles que pour les enfants. De plus, les parents acceptent plus les opinions des médiatrices, car ils comprennent mieux. C'est important qu'ils comprennent ce qui est fait et pour quelles raisons. La médiatrice aide beaucoup à faire en

sorte qu'il y ait plus d'échanges sur les questions d'éducation, de nourriture, de précarité et de pauvreté », explique Michèle Le Reste.

Actuellement, Jeunesse Feu Vert fait des demandes de postes d'adulte-relais pour toutes les communes où elle intervient. En 2005, du fait de la qualité des résultats obtenus, un second poste d'adulte-relais a été mis en place sur L'Île-Saint-Denis. Cependant, du fait de la durée limitée de ce dispositif, une des préoccupations actuelles reste la pérennisation des postes.

Jeunesse Feu Vert - Prévention spécialisée - Seine-Saint-Denis
9, rue du Maréchal-Maison
93800 Épinay-sur-Seine
Tél. : 01 48 23 34 42
Fax : 01 48 23 81 07
E-mail : prev93@jeunessefeuvevert.org

Mots clés (indexation DPH) : MÉDIATION, MÉDIATEUR, ACTION SOCIALE, ÉDUCATEUR, FAMILLE, JEUNE.

Fiche réalisée le 02/11/2006.
